

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 10 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG

90 avenue du Progrès
69680 Chassieu

Références : SRNT-2025-450
Code AIOT : 0006301640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement BRENNTAG implanté 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain. L'inspection a été annoncée le 02/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006301640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG exploite sur son site de Saint-Herblain des installations de stockage, de manutention et de reconditionnement de produits chimiques majoritairement liquides. Elle relève du statut Seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande d'action corrective	15 jours
9	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	1 mois
10	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	1 mois
12	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	1 mois
13	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande d'action corrective	1 mois
16	MMR technique cuves acides	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	Astreinte journalière maintenue	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
3	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet
5	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
6	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
7	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
11	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
14	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
15	Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la partie relevant du PMII, la visite d'inspection a mis en avant des non-conformités sur lesquels il est attendu de l'exploitant des éléments de justifications dans les délais indiqués dans le rapport.

Sur la partie relevant de l'action nationale PFAS dans les mousses d'extinction incendie, il est demandé à l'exploitant de transmettre la liste des substances présentes dans ses émulseurs. Pour cela, soit il se rapproche de son fournisseur et/ou producteur pour obtenir cette liste, soit il procède à des mesures de ses émulseurs selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS.

La liste des substances à mesurer est la suivante :

Nom	Abréviation	N° CAS
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1

Nom	Abréviation	N° CAS
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acide perfluorononanoïque	PFNA (PFCA C9)	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA (PFCA C10)	335-76-2
Acide perfluoroundécanoïque	PFAUnDA ; PFAUnA (PFCA C11)	2058-94-8
Acide perfluorododécanoïque	PFDODA ; PFDODA (PFCA C12)	307-55-1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA (PFCA C13)	72629-94-8
Acide perfluorotétradécanoïque	PFTDA (PFCA C14)	376-06-7
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFAUnDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDODS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8
6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2 FTAB	34455-29-3
1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2
1H,1H,2H,2H-perfluorodecane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4
1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8
N-Methyl-N-(2-hydroxyethyl) perfluorooctanesulfonamide	MeFOSE	24448-09-7

En fonction des résultats des mesures et des substances présentes, l'exploitant répond aux différents points de contrôles présentés dans ce rapport.

L'inspection a noté que l'exploitant a mis en place une station service, au niveau de la limite Est du site. Le carburant utilisé est de type biodiesel. Cette installation relève potentiellement de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées en fonction du volume annuel de carburant liquide distribué. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les caractéristiques et le volume maximal annuel de carburant qui sera distribué.

Enfin, sur la mise en place d'une seconde barrière technique sur les cuves d'acide du site, un point d'étape a été fait avec l'exploitant. Il a choisi de mettre en œuvre une barrière dite Work-Flow, validée en tant que barrière technique par l'INERIS sur son site de Normandie. À la date de la visite, l'exploitant vise une mise en œuvre pour la fin d'année 2025. En conséquence, l'astreinte journalière est maintenue. Elle sera liquidée totalement lors de la mise en œuvre effective de la barrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : <p>Le site BRENNTAG à Saint-Herblain est soumis à autorisation pour plusieurs rubriques (1450, 1630, 4120, 4130, 4140, 4510). À ce titre, le site est soumis aux dispositions de la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 sur la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements.</p> <p>L'exploitant a transmis sa liste des équipements contrôlés au titre du PMII. Il s'agit de cuves, leurs massifs et rétentions associés.</p> <p>L'organisation BRENNTAG pour la mise en œuvre du PMII sur le site de Saint-Herblain est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le service QHSE national de BRENNTAG est en charge du référentiel méthodologique et de la définition du plan de surveillance général ;• Le service QHSE national est en charge des contrats de sous-traitance des visites externes détaillées pour les cuves ;• Les visites de routine / visites externes détaillées des cuves, et les visites de surveillance des massifs et rétentions sont réalisées par un prestataire externe ;• Le chef de dépôt réalise également des visites de routine des cuves ;• Le chef de dépôt réalise avec son service maintenance les travaux réalisables localement. <p>Lors de la mise en œuvre du PMII sur les sites BRENNTAG France, le service QHSE national a mis en œuvre une procédure cadre nationale intitulée : « Référentiel méthodologique des équipements concernés par le PMII - Plan de surveillance ». Cette procédure est référencée DON6PRCEXP05/04, révisée en avril 2025. Elle donne notamment les règles de recensement des équipements à suivre au titre du PMII. Cette procédure s'applique à tous les sites BRENNTAG. Il n'y a pas de déclinaison locale.</p> <p>La procédure précise suivre les différents guides techniques DT pour la mise en œuvre des plans de surveillance et de maintenance.</p> <p>La procédure est bien référencée dans le SGS de BRENNTAG, au chapitre 2.3 « maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation », ainsi que dans le parape relatif à la maintenance.</p> <p>L'exploitant indique qu'en cas de modification sur site, de changement de produit dans une cuve ou de mise en place d'une nouvelle cuve, la modification entre dans le processus de gestion des modifications, obligatoire pour les sites SEVESO seuil haut. Ce processus est géré au niveau national par le service QHSE, dans lequel les obligations réglementaires sont vérifiées, notamment l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif au PMII. Le service QHSE national de BRENNTAG est donc en charge de s'assurer de la mise à jour des équipements recensés au PMII.</p> <p>La partie gestion de modification n'a pas fait l'objet d'un contrôle, et ce point n'a donc pas été vérifié.</p>

Le programme d'inspection est géré par la GMAO du groupe BRENNTAG.

Le plan de surveillance est décrit dans la procédure générale DON6PRCEXP05/04 citée ci-dessus. Ce plan précise les contrôles et actions correctives associées aux cuves, aux tuyauteries, aux rétentions et massifs de cuve ainsi qu'aux MMRI. Associé au référentiel méthodologique, la procédure DON9PRCEXP05/00 constitue :

« L'information relative à la réalisation des visites de routine dans le cadre du PMII ». Ce document a pour but de décrire l'organisation et les outils disponibles pour répondre aux exigences réglementaires du PMII. Sont développés dans le document les cas des visites de routine et les visites quinquennales, avec les attendus des contrôles (préparation du contrôle, enregistrement, suivi des constats).

Ce document liste également l'ensemble des outils disponibles dans le référentiel BRENNTAG afin de mener ces contrôles. On trouve :

- La procédure de gestion de la maintenance (PRCEXP05)
- Le référentiel méthodologique des équipements concernés par le PMII (DON6PRCEXP05)
- Les dossiers de suivi des équipements (ENxPRCEXP05) :
 - Rétentions
 - Cuves
 - Massifs
 - Tuyauteries
 - MMRI
- Fiches de visite de routine (ENxPRCEXP05) :
 - Rétentions
 - Cuves
 - Massifs
 - Tuyauteries
- Le catalogue des déformations
- La liste des contrôles obligatoires (DON4PRCEXP05)

Enfin, ce document donne l'information relative aux formations et habilitations requises pour assurer les contrôles. Les personnes aptes à réaliser les contrôles relatifs au PMII doivent avoir suivi un compagnonnage sur site, sur 2 visites de contrôles. À l'issue, le formateur habilite ou non la personne formée. Cette validation fait l'objet d'une habilitation sous forme de « titre d'autorisation de travail », transmise au service RH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont

attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou

- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Ce point de contrôle a pour objet de vérifier la cohérence du recensement des cuves relevant du PMII sur le site de Saint-Herblain.

Lors de la mise en œuvre du PMII sur les sites BRENNTAG France, le service QHSE national a procédé au recensement des cuves soumises au PMII, selon les critères définis dans l'arrêté du 04 octobre 2010 et repris dans la procédure DON6PRCEXP05/04 de BRENNTAG (volume de cuve et mentions de dangers).

À noter que les sites BRENNTAG en France ne disposent pas de cuves de plus de 100 m³. En conséquence, les inspections hors exploitation détaillées tous les 10 ans n'ont pas à être réalisées sur les cuves suivies au titre du PMII sur le site de Saint-Herblain.

La liste des équipements suivis au titre du PMII présentée par BRENNTAG est une extraction de la base de donnée du groupe intégrant toutes les cuves du groupe. Différentes informations sont retranscrites dans cette base dont le volume de la cuve, son identifiant, le nom du produit, ainsi que les critères de classement PMII. Parmi ces critères, on retrouve les mentions de dangers, le caractère critique au séisme et une colonne demande spécifique (choix BRENNTAG de suivre au titre du PMII un équipement même si ce n'est pas obligatoire d'un point de vue réglementaire). Il ressort de la base si l'équipement est suivi ou non, ainsi que son massif, rétention, et tuyauteries associés.

Les éléments présentés par BRENNTAG sont cohérents et la liste des équipements suivis au titre du PMII semble exhaustive. Il n'a pas été réalisé sur site de vérification produit par produit, cuve par cuve.

La liste des réservoirs suivis au titre du PMII sur le site de Saint-Herblain est la suivante :

- Zone CMB :
 - 5 cuves (306, 309, 310, 313, 314)
- Zone CMA :
 - 4 cuves (207, 209, 211, 315)

À noter que seules les cuves de la zone CMB (cuves contenant de la javel) sont à suivre réglementairement. Les cuves de la zone CMA (acide nitrique et chlorhydrique) sont suivies de manière volontaire par l'exploitant.

Remarque n°1 : le chef de dépôt du site de Saint-Herblain indique avoir également intégré de manière volontaire la cuve d'acide sulfurique (n°208) dans le suivi au titre du PMII. Cependant, cette cuve n'apparaît pas comme étant suivie dans le fichier présenté par le groupe. Un travail de mise en cohérence pourra être réalisé.

À noter que BRENNTAG n'a pas appliqué de critère d'exclusion prévu par l'arrêté du 04 octobre 2010 (risque environnemental notamment).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10

Prescription contrôlée :

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

Constats :

L'exploitant dispose pour chacun de ses équipements d'un dossier initial disponible sur la GMAO, composé :

- de l'enregistrement de la plaque signalétique de la cuve avec données constructeur ;
- des plans de la cuve ;
- de la revue de sécurité de pré-démarrage. Il s'agit d'un ensemble de points de contrôle à valider avant de faire le premier remplissage de la cuve.

Le dossier initial a été consulté pour la cuve 313.

Il dispose également pour chaque cuve d'un dossier de suivi, aussi disponible sur la GMAO, dans lequel sont reportés l'ensemble des remarques et anomalies relevées lors des contrôles. Ce dossier permet d'accéder à l'historique des dates des différents contrôles réalisés (visites de routine et visites détaillées), ainsi qu'aux travaux de réparation réalisés sur les cuves.

Le dossier de suivi a été consulté pour la cuve 310.

Le programme d'inspection est suivi par la GMAO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
Prescription contrôlée : Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none">• à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;• à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.• pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).
Constats : Ce point de contrôle concerne la mise en œuvre du plan de surveillance et du plan de maintenance des cuves du site de Saint-Herblain. Le plan de surveillance des cuves a été réalisé selon le guide DT94 « guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux ». Deux documents servent de support pour la réalisation des contrôles : <ul style="list-style-type: none">• Le premier est le : « Référentiel méthodologique des équipements concernés par le PMII - Plan de surveillance ». Cette procédure est référencée DON6PRCEXP05/04.• Le second est : « L'information relative à la réalisation des visites de routine dans le cadre du PMII ». Ce document est référencé DON6PRCEXP05/04, révisé en avril 2025. Ce document a pour but de décrire l'organisation et les outils disponibles pour répondre aux exigences réglementaires du PMII. Selon le référentiel méthodologique BRENNTAG, le plan de surveillance des cuves prévoit : <ul style="list-style-type: none">• Une visite de routine tous les ans. Elle peut être réalisée par un personnel formé au support de visite. Elle est validée ensuite par une tierce personne de l'entreprise. La fiche de visite de routine de cuve constitue le document EN5PRCEXP05. Il reprend l'annexe 4 du guide DT94 qui a été adaptée et complétée pour correspondre aux réservoirs présents sur les établissements BRENNTAG. La procédure prévoit qu'en cas de désordre, il est nécessaire de qualifier le désordre selon le référentiel DON5PRCEXP05 et de mener les actions correctives associées. <u>Site de Saint-Herblain</u> : Le chef de dépôt a fait le choix de faire réaliser par une société sous-traitante l'ensemble des visites de contrôle. Tous les ans, la société sous-traitante procède aux visites des cuves (routine ou détaillées selon la périodicité), ainsi qu'à la surveillance des massifs et rétentions. En complément, le chef de dépôt ou son technicien de maintenance réalise également des visites de routines annuelles. La fréquence des visites de routine est donc supérieure à la fréquence préconisée dans le guide DT94.

<p><u>Remarque n°2</u>: Il est noté que les fiches de visite ne sont pas toujours signées par une tierce personne. En conséquence, le site de Saint-Herblain ne respecte pas le référentiel BRENNTAG. Ce point est à améliorer.</p> <p>Le suivi des désordres relevés dans les différents rapports de visite est réalisé dans la GMAO. Elles sont également reportées dans le dossier de suivi de la cuve.</p> <p>Le référentiel BRENNTAG ne prévoit pas le cas des inspections hors exploitation, car le groupe ne possède pas de cuve de plus de 100 m³.</p> <p><u>Visite terrain</u> :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a relevé une fuite (goutte à goutte dans la rétention) au niveau de la cuve 309. Cette cuve fait partie du PMII.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : la consultation du dossier de suivi de la cuve n°310 a montré que la visite détaillée quinquennale prévue en 2022 n'a pas été réalisée. Celle-ci a eu lieu en 2024. Alors que la GMAO prévoit une alerte au chef de dépôt en cas de dépassement. Ce point constitue une non-conformité. Il pourra être vérifié lors d'une prochaine inspection et en cas de non-respect réitéré, des sanctions pourront être proposées.</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant transmet à l'inspection les résultats des désordres identifiés sur la cuve n°309 et les actions de correction mises en œuvre. En fonction de l'origine de la fuite, l'exploitant procède à une revue des visites de routine et détaillée survenues sur cette cuve afin de vérifier si un manquement a pu survenir lors des contrôles réalisés. Il transmet à l'inspection les éléments de cette analyse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

<p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et • les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et • les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...) <p>Constats :</p> <p>La procédure cadre nationale intitulée : « Référentiel méthodologique des équipements concernés par le PMII - Plan de surveillance » rappelle les critères retenus pour les tuyauteries et capacités. Concernant les capacités, le site de Saint-Herblain n'en dispose pas et n'est donc pas concerné par le suivi de capacités au titre du PMII.</p> <p>Concernant les tuyauteries, la procédure précise que ne sont retenues que les tuyauteries restant en charge en dehors des périodes de présence du personnel, et dont la vidange provoquerait la vidange totale de la cuve associée. L'objectif est de recenser les tuyauteries dont la défaillance présenterait un impact environnemental important. Ne sont donc retenues que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les tuyauteries de dépotage avec canne plongeante, dépourvu de soupape casse-vide ; • les tuyauteries avec piquage en fond de la cuve et isolées de la cuve uniquement par une vanne manuelle. <p>L'exploitant indique que le site de Saint-Herblain ne dispose pas de ces deux types de tuyauteries. En conséquence, aucune tuyauterie n'est suivi au titre du PMII sur le site de Saint-Herblain.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique</p>

par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : Le site BRENNTAG de Saint-Herblain ne dispose pas de capacité et de tuyauteries à suivre réglementairement au titre du PMII.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et • les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et • les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et • les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : L'exploitant a bien recensé les massifs des cuves soumises au PMII dans les équipements à suivre, ainsi que les rétentions associées. Cela apparaît dans la liste des équipements contrôlés au titre du PMII transmis. On dénombre autant de massifs que de cuves suivies, soit 10 massifs (5 à caractère réglementaire et 5 suivies de façon volontaire), et 5 rétentions associées. Le site ne dispose pas de tuyauteries inter unités. Il n'y a donc pas de supports de tuyauterie dans le PMII.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle concerne la mise en œuvre du plan de surveillance et du plan de maintenance des massifs et rétentions du site de Saint-Herblain.</p> <p>Le plan de surveillance a été réalisé selon le guide DT92 « guide de surveillance - cuvettes de rétention et fondation de réservoirs ».</p> <p>Deux documents servent de support pour la réalisation des contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le premier est le : « Référentiel méthodologique des équipements concernés par le PMII - Plan de surveillance ». Cette procédure est référencée DON6PRCEXP05/04.• Le second est : « L'information relative à la réalisation des visites de routine dans le cadre du PMII ». Ce document est référencé DON9PRCEXP05/00, créé en février 2023. Ce document a pour but de décrire l'organisation et les outils disponibles pour répondre aux exigences réglementaires du PMII.• Selon le référentiel méthodologique BRENNTAG, le plan de surveillance des cuves prévoit : Une visite de surveillance tous les 5 ans. Elle peut être réalisée par un personnel formé au support de visite. La fiche de visite de surveillance constitue le document EN6PRCEXP05 pour les rétentions et EN7PRCEXP05 pour les massifs de cuves. Les documents sont distincts pour pouvoir disposer d'un suivi par équipement. Ils reprennent l'annexe 4 du guide DT92 qui a été adaptée et complétée pour correspondre aux rétentions et massifs présents dans les établissements de BRENNTAG. Conformément au DT92, les désordres sont caractérisés du niveau D1 au niveau D3P. Le document DON5PRCEXP05 est un guide qui permet de classer les principaux désordres selon ces niveaux. Il est inspiré du « Catalogue des désordres » concernant les cuvettes de rétention et fondations de réservoirs, établi avec le guide DT92, et est adapté et simplifié pour permettre son utilisation sur les établissements BRENNTAG. <p><u>Site de Saint-Herblain</u> : Le chef de dépôt a fait le choix de faire réaliser par une société sous-traitante l'ensemble des visites de contrôle. Tous les ans, la société sous-traitante procède aux visites des cuves (routine ou détaillées selon la périodicité), ainsi qu'à la surveillance des massifs et rétentions. Sur ce dernier point, la fréquence de suivi est donc supérieure à la fréquence recommandée dans le guide DT92.</p> <p>Le suivi des désordres relevés dans les différents rapports de surveillance est réalisé dans la GMAO. Les rapports consultés caractérisent bien le niveau des désordres (D1 à D3P) et classe bien les ouvrages, conformément au guide DT92.</p>

Elles sont également reportées dans le dossier de suivi de la cuve.

Visite terrain :

Les résines d'étanchéité des rétentions de la zone CMA ont toutes été refaites récemment. L'exploitant a en projet de refaire également toutes celles de la zone CMB.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 31. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 41. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

Le site BRENNTAG de Saint-Herblain dispose des réserves d'émulseurs suivantes :

- 1 conteneur de 1 000 litres + 1 fût de 200 litres mis en œuvre au local surpresseur
- 2 conteneurs de 1 000 litres + 2 fûts de 200 litres en attente

Une quantité totale de 3 600 litres d'émulseurs est donc présente sur le site.

Les émulseurs mis en œuvre sont le SFPM 6/6 (conteneurs) et le SFPM 3/3 (fûts) fournis par la société Eau et Feu. Ces émulseurs contiennent des PFAS.

Une substitution des émulseurs par des émulseurs sans fluor est prévue. Les produits de substitution ont été retenus. Il s'agit des produits ECOPOL3 et ECOPOL6. L'exploitant est en attente de validation de la compatibilité des produits de substitution avec ses équipements pour le mettre en œuvre. Un avis de leur prestataire ainsi que du CNPP est attendu. Au jour de la visite, aucune date d'échéance n'a été annoncée.

Lors de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer la composition exacte des PFAS présents dans les émulseurs, ni leur concentration.

Afin de justifier de l'absence de PFOS (substance interdite depuis 2010), BRENNTAG doit transmettre à l'inspection la liste des PFAS présents dans ses émulseurs et leurs concentrations. Soit cette information est disponible auprès du fournisseur, soit la société BRENNTAG fait effectuer une analyse de ses émulseurs selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS. La liste des substances à mesurer est précisée au chapitre 2-3 « Ce qu'il faut retenir des

fiches de constats ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°3 : BRENNTAG doit transmettre sous 1 mois à l'inspection la liste des PFAS présents dans ses émulseurs et leurs concentrations. Soit cette information est disponible auprès du fournisseur, soit la société BRENNTAG fait effectuer une analyse de ses émulseurs selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS. La liste des substances à mesurer est précisée au chapitre 2-3 « Ce qu'il faut retenir des fiches de constats ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 41. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir constats au point de contrôle n°9.</p> <p>Afin de justifier de l'absence de PFHxS (substance interdite depuis 2023), BRENNTAG doit transmettre à l'inspection la liste des PFAS présents dans ses émulseurs et leurs concentrations. Soit cette information est disponible auprès du fournisseur, soit la société BRENNTAG fait effectuer une analyse de ses émulseurs selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS. La liste des substances à mesurer est précisée au chapitre 2-3 « Ce qu'il faut retenir des fiches de constats ».</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : BRENNTAG doit transmettre sous 1 mois à l'inspection la liste des PFAS présents dans ses émulseurs et leurs concentrations. Soit cette information est disponible auprès du fournisseur, soit la société BRENNTAG fait effectuer une analyse de ses émulseurs selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS. La liste des substances à mesurer est précisée au chapitre 2-3 « Ce qu'il faut retenir des fiches de constats ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Voir constats au point de contrôle n°9.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que son fournisseur Eau et Feu l'a informé que ses émulseurs produits après décembre 2023 respectaient les niveaux de concentration prévus à l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants pour le PFOA.

Cependant, les émulseurs présents sur le site de BRENNTAG à Saint-Herblain sont antérieurs à décembre 2023 et donc l'exploitant n'est pas en mesure de dire si les niveaux de concentrations en PFOA sont respectés.

L'extinction à la mousse sur le site de Saint-Herblain concerne uniquement le bâtiment de conditionnement de liquides inflammables. Ce bâtiment est entièrement en rétention (niveau du sol du bâtiment plus bas que la voirie du site), et ne dispose que de regards borgnes. Il n'existe aucune liaison avec les canalisations du site et aucune liaison avec la station de traitement. En conséquence, tous les rejets en mousse en cas d'utilisation dans ce bâtiment peuvent être récupérés.

Selon le règlement européen, et par dérogation, l'utilisation de PFOA est autorisée sur le site jusqu'au 03 décembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : Suite aux demandes formulées aux points de contrôles n°9 et n°10 sur la composition exacte en PFAS des émulseurs, et en fonction de la présence ou non de PFOA dans les émulseurs, BRENNTAG informera l'inspection de son plan de substitution afin de respecter l'échéance du 03 décembre 2025 pour le PFOA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats :

Demande n°6 : Lors de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer la composition exacte des PFAS présents dans les émulseurs, ni leur concentration.

Il n'est donc pas en mesure de justifier de la quantité de PFOA susceptible d'être présente dans ses stocks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°7 : BRENNTAG doit justifier à l'inspection, sous 1 mois, de la quantité totale de PFOA susceptible d'être présente dans ses stocks d'émulseurs, et, le cas échéant, transmettre les informations (masse, concentration, mesures de gestion du stock) sur ses stocks de PFOA à la DGPR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:a) une autre substance, en tant que constituant;b) un mélange;c) un article;sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir constats au point de contrôle n°9.</p> <p>L'extinction à la mousse sur le site de Saint-Herblain concerne uniquement le bâtiment de conditionnement de liquides inflammables. Ce bâtiment est entièrement en rétention (niveau du sol du bâtiment plus bas que la voirie du site), et ne dispose que de regards borgnes. Il n'existe aucune liaison avec les canalisations du site et aucune liaison avec la station de traitement. En conséquence, tous les rejets en mousse en cas d'utilisation dans ce bâtiment peuvent être récupérés.</p> <p>Selon le règlement européen, et par dérogation, l'utilisation de PFCA C9-C14 est autorisée sur le site jusqu'au 04 juillet 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°8 : Suite aux demandes formulées aux point de contrôles n°9 et n°10 sur la composition exacte en PFAS des émulseurs, et en fonction de la présence ou non de PFCA C9-C14 dans les émulseurs, BRENNTAG informera l'inspection de son plan de substitution afin de respecter l'interdiction de PFCA C9-C14 à partir du 04 juillet 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.
Constats : Voir constats au point de contrôle n°9.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°9 : Suite aux demandes formulées aux point de contrôles n°9 et n°10 sur la composition exacte en PFAS des émulseurs, et en fonction de la présence ou non de PFHxA dans les émulseurs, BRENNTAG informera l'inspection de son plan de substitution afin de respecter l'échéance du 10 avril 2026 pour le PFHxA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux et PFAS
Prescription contrôlée :

<p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.
<p>Constats :</p> <p>L'extinction à la mousse sur le site de Saint-Herblain concerne uniquement le bâtiment de conditionnement de liquides inflammables. Ce bâtiment est entièrement en rétention (niveau du sol du bâtiment plus bas que la voirie du site), et ne dispose que de regards borgnes. Il n'existe aucune liaison avec les canalisations du site et aucune liaison avec la station de traitement. En conséquence, tous les rejets en mousse en cas d'utilisation dans ce bâtiment peuvent être récupérés.</p> <p>Par le passé, 2 déclenchements intempestifs se sont produits mettant en fonctionnement le système déluge à mousse dans ce bâtiment (février 2023 et juin 2023). Pour ces 2 événements, l'ensemble des rejets ont été récupérés et envoyés en tant que déchets pour traitement (BSD présenté en salle).</p> <p>En conséquence, du fait de l'absence de rejet en mousse dans le milieu, l'inspection considère que le site BRENNTAG à Saint-Herblain n'est pas soumis à l'arrêté du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : MMR technique cuves acides

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mélange incompatible</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BRENNTAG dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès 69680 Chassieu, exploitant des installations de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain, 14 route du Plessis Bouchet est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2020 dans un délai 8 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.</p>

Constats :

Il a été fait un point d'étape avec l'exploitant sur la mise en œuvre d'une seconde barrière technique sur les cuves acides du site.

BRENNTAG a indiqué à l'inspection avoir opté pour la mise en œuvre pour l'ensemble de ses sites en France, du système Work-Flow.

La barrière de type « Work-Flow » a été conçue pour accompagner, suivre et contrôler les citernes routières concernées par les opérations de dépotage de chimie minérale depuis leur entrée sur site jusqu'à leur sortie. Le dispositif consiste à attacher à chaque citerne en réception une « clé multiple » qui doit répondre à plusieurs conditions pour enfin autoriser le dépotage. Ces conditions sont supervisées par un automate qui contrôle les différentes étapes du processus et la levée successive des verrous logiques.

Les verrous sont de deux types :

- Accord / Refus par le personnel affecté au processus de dépotage,
- Comparaison des résultats aux données de référence.

Outre la gestion des verrous pour autoriser le dépotage, l'automate enregistre dans une base de données les paramètres de toutes les étapes du circuit jusqu'à la sortie du véhicule pour une traçabilité complète du processus.

Ce système est déjà installé sur un site de BRENNTAG en Normandie et a déjà fait l'objet d'une analyse de la part de l'INERIS, qui conclut à valider le caractère technique de ce dispositif.

Cependant, le système prévu pour le site de Saint-Herblain étant un peu différent de celui de Normandie, la société BRENNTAG a sollicité de nouveau l'INERIS pour analyser le système prévu sur Saint-Herblain.

La commande a été passée le 25 juin 2025 à l'INERIS avec un délai annoncé de 8 semaines pour le rendu de l'étude. En parallèle, les sociétés sous-traitantes ont été sollicitées pour la mise en œuvre du système, et le prestataire est en cours de sélection.

La date cible de mise pour la mise en œuvre de la barrière est prévue pour la fin d'année 2025.

En conséquence, l'arrêté de mise en demeure n'est pas respecté. Cependant, sur la base des éléments partagés par l'exploitant, l'inspection propose de ne pas liquider partiellement l'astreinte journalière en cours sur le site sur ce sujet. Une liquidation totale de l'astreinte sera réalisée à la mise en œuvre de la barrière.

Type de suites proposées : Maintien de l'astreinte journalière du 25/04/2022